

Listes Ambition, Engagements et Avenir

Aux membres du CA
Copie aux membres du CS et du CEVU

Objet : Analyse de la lettre de cadrage « Budget 2013 » - CA du 21 septembre 2012.

Le budget de notre université constitue un élément majeur de sa politique scientifique et de la mise en place de sa stratégie. Il est par conséquent nécessaire qu'il fasse l'objet d'un large échange avec la communauté universitaire dans le but, d'une part, de présenter le contexte du budget, les choix, les pistes à explorer et, d'autre part, de mobiliser la communauté pour faire face aux difficultés rencontrées.

Dans ce contexte, les trois listes ont organisé une réunion de concertation avec leurs membres pour discuter de la lettre de cadrage. Les échanges ont révélé des fortes inquiétudes quant au contexte budgétaire et à la démarche mise en œuvre pour l'élaboration du budget.

Compte tenu des enjeux de ce budget sur la formation et sur la recherche, il nous paraît nécessaire de solliciter les avis du CEVU et du CS sur la lettre de cadrage. L'absence de ces avis prive le CA d'un éclairage pertinent.

Le budget est préparé dans un contexte d'une forte augmentation de la masse salariale, ce qui impose d'importantes réductions sur certaines lignes.

Des questions se posent quant aux grandes incertitudes sur l'augmentation de la masse salariale (qui sont considérées par la suite comme des certitudes), sur l'absence d'un tableau de bord concernant la répartition de cette masse et sur le cadrage de la campagne d'emplois 2013 qui a des conséquences directes sur le budget.

Compte tenu des enjeux de la masse salariale, il faut :

- Affiner les données sur les prévisions,
- Donner un tableau de bord plus explicite sur la répartition de la masse salariale,
- Intégrer des éléments de cadrage de la campagne d'emplois 2013.

La question de la maîtrise de la masse salariale est cruciale, il nous faut dès que possible entamer un débat de fond sur cette question.

Au niveau des ressources, une forte inquiétude se pose quant à la faiblesse (voir l'absence des ressources propres). En effet, cette ligne couvre principalement les compensations des délégations des personnels dont les salaires sont payés par Lille1. Cette compensation ne peut pas être considérée comme des « ressources propres ». L'augmentation réelle de ces ressources constitue un véritable enjeu pour Lille1. L'équipe de direction est appelée à mener une politique active dans ce domaine.

La répartition du budget sur les différentes lignes manque de justification. En l'absence d'un bilan sommaire de l'utilisation de ces lignes et des enjeux de leur maintien ou modification, il est difficile de se prononcer sur la pertinence de la proposition.

La forte réduction sur les lignes « Composantes », « Recherche », « Maintenance » et « Heures Complémentaires » est due à l'augmentation de la masse salariale. Ces lignes touchent d'une manière directe les activités pédagogiques et de recherche ainsi que la sécurité sur les lieux de travail. En l'absence d'informations sur les conséquences de ces baisses, il est difficile d'en juger le bien-fondé.

L'apparition d'une ligne « Relations Extérieures de 15 000 € ne peut que semer des doutes sur l'ampleur de cette activité à Lille1. Cette ligne doit être intégrée à la ligne « administration générale ».

En conclusion, le budget est présenté d'une manière technique, ce qui est regrettable. Le contexte difficile de ce budget nécessite un travail plus approfondi assorti des tableaux de bord et des bilans qui sont nécessaires à la prise de décision.

On ne peut que regretter l'absence de solutions alternatives qui pourraient être proposées par les trois conseils de l'Université.

Cette démarche collaborative nous semble indispensable dans un contexte bien difficile.